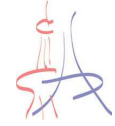




SOMMAIRE

INTRODUCTION.....	8
CHAPITRE 1 : FORMATION D'UNE SOCIETE FRANCAISE A SHANGHAI	13
A- Prise de connaissance des différences entre les deux peuples	13
1- La négociation	13
2- Le « guanxi »	14
B- Choix de la forme d'implantation	14
1- Bureau de représentation (« Representative Office », Rep-off)	14
2- Entreprise à investissements étrangers (« Foreign Investment Enterprise », FIE)	16
3- Succursale (« Branch »).....	21
4- Fusion-acquisition (« Merger and Acquisition »).....	22
5- Autres formes plus légères d'implantation commerciale.....	22
C- Respect du seuil du capital enregistré.....	23
D- Rôle des partenaires indispensables.....	25
1- Avocat/fiscaliste	25
2- Expert-comptable / Auditeur (« Chinese Certified Public Accountant », CPA)	26
3- Banquiers	27
4- Assureur.....	29
5- Consultant en immobilier	31
6- Agents d'import-export	32
E- Recours aux aides offertes aux investisseurs français	32
1- Mesures d'initiatives nationales et municipales de Shanghai	32
2- Soutiens de la France à l'investissement à l'étranger	35
3- Appuis européens.....	39
F- Formalités administratives de constitution	39
1- Approbation préliminaire du projet	40
2- Approbation de la dénomination sociale	42
3- Certificat d'approbation de l'investissement	42
4- Obtention du droit d'activité (« Business Licence », BL)	43
5- Immatriculation auprès des différentes administrations	44
G- Renouvellement des autorisations accordées.....	45
CHAPITRE 2 : ENVIRONNEMENT JURIDIQUE ET FISCAL D'UNE	
IMPLANTATION FRANCAISE A SHANGHAI.....	46
A- Obtention d'autorisations complémentaires légales	46
1- Protection des propriétés intellectuelles	46
2- Obligations légales pour l'exercice des activités d'import-export	47



<u>B-</u>	<u>Réglementations financières strictes</u>	48
1-	<u>Moyens internes de transactions financières en Chine</u>	48
2-	<u>Echanges commerciaux en devises étrangères en Chine</u>	51
3-	<u>Rapatriement des fonds en France</u>	52
<u>C-</u>	<u>Obligations en matière fiscale</u>	53
1-	<u>Etablissement des déclarations fiscales des résultats</u>	53
2-	<u>Assujettissement aux impôts et taxes</u>	54
<u>D-</u>	<u>Politique des ressources humaines</u>	66
1-	<u>Procédure d'embauche</u>	66
2-	<u>Respect du Droit du travail</u>	67
3-	<u>Règles d'expatriation</u>	69
5-	<u>Imposition individuelle sur les revenus (« Individual Income Tax », IIT)</u>	72
6-	<u>Déclaration administrative relative au personnel</u>	75
<u>E-</u>	<u>Réglementation juridique liée à la clôture annuelle des comptes</u>	75
1-	<u>Etablissement des états financiers (« Annual business activity report ») en vue d'une certification du CPA</u>	76
2-	<u>Respect des règles d'affectation de résultat</u>	78
3-	<u>Gestion opérationnelle par le Conseil d'administration (« Board of directors »)</u>	79
4-	<u>Pouvoir de l'assemblée des associés (« Shareholders' meeting »)</u>	80
	<u>CHAPITRE 3 : APPORT SPECIFIQUE DE L'EXPERT-COMPTABLE – MISE EN PLACE D'UNE PROCEDURE COMPTABLE CONFORME AUX EXIGENCES DU SYSTEME CHINOIS ET REpondANT AUX BESOINS D'INFORMATION DE LA SOCIETE-MERE FRANCAISE</u>	81
<u>A-</u>	<u>Elaboration d'une procédure comptable garante des obligations légales chinoises</u>	81
1-	<u>Respect des principes comptables chinois – PRC GAAP</u>	81
2-	<u>Conformisme au Plan comptable général du PRC GAAP</u>	83
3-	<u>Informatisation du système comptable</u>	84
4-	<u>Réalisation des arrêtés mensuels pour remplir les obligations déclaratives fiscales</u>	86
5-	<u>Evaluation des stocks</u>	87
6-	<u>Mise en place d'une comptabilité parallèle par nature</u>	89
7-	<u>Conservation des documents comptables</u>	89
<u>B-</u>	<u>Adaptation du système comptable au reporting imposé par la société-mère</u>	90
1-	<u>Identification et création des supports spécifiques au reporting</u>	91
2-	<u>Principaux ajustements et retraitements comptables</u>	94
3-	<u>Validation des tableaux finaux du reporting</u>	100
	<u>CONCLUSION</u>	105
	<u>ANNEXES</u>	108